

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la commande publique

Prestations de lutte contre les nuisibles

Université de Strasbourg

Direction des Finances – Département Achat Marchés

Institut Le Bel

4 rue Blaise Pascal

CS 90032

67081 STRASBOURG Cedex

SOMMAIRE

1 – Dispositions générales du contrat	4
<u>1.1 – Objet du contrat</u>	4
<u>1.2 – Décomposition du contrat</u>	4
<u>1.3 – Type de marché</u>	5
<u>1.4 Conditions d'attribution des bons de commande</u>	6
<u>1.5 – Réalisation de prestations similaires</u>	6
2 – Pièces contractuelles	7
3 – Confidentialité et mesures de sécurité	7
4 – Protection des données à caractère personnel	8
5 – Durée et délais d'exécution	11
<u>5.1 – Durée du marché</u>	11
<u>5.2 – Délais d'exécution</u>	12
6 – Prix	13
<u>6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués</u>	13
<u>6.2 – Modalités de variation des prix</u>	14
7 – Garanties financières	15
8 – Avance	15
<u>8.1 – Conditions de versement et de remboursement</u>	15
<u>8.2 – Garanties financières de l'avance</u>	16
9 – Modalités de règlement des comptes	16
<u>9.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs</u>	16
<u>9.2 – Présentation des demandes de paiement</u>	16
<u>9.3 – Délai global de paiement</u>	17
<u>9.4 – Paiement des cotraitants</u>	18
10 – Conditions d'exécution des prestations	18
11 – Constatation de l'exécution des prestations	19
<u>11.1 – Vérifications</u>	19
<u>11.2 – Décision après vérification</u>	19
12 – Garantie des prestations	20
<u>12.1 – Garanties légales</u>	20
<u>12.2 – Garanties contractuelles</u>	20
13 – Pénalités	21
<u>13. 1 – Pour l'ensemble des prestations forfaitaires (lot 1 et lot 2)</u>	21
<u>13.2 – Pour l'ensemble des prestations à bons de commande (lot 1, lot 2 et lot 3)</u>	21
<u>13.3 – Pour l'ensemble des prestations (forfaitaires et à bons de commande) et pour l'ensemble des lots (lot 1, lot 2 et lot 3)</u>	22
<u>13.4 – Pénalité pour travail dissimulé (lot 1, lot 2 et lot 3)</u>	23
<u>13.4 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (lot 1, lot 2 et lot 3)</u>	23
<u>13.5 – Plafonnement des pénalités (lot 1, lot 2 et lot 3)</u>	23
14 – Assurances	23
15 – Résiliation du contrat	24
<u>15.1 – Conditions de résiliation</u>	24
<u>15.2 – Redressement ou liquidation judiciaire</u>	24

16 – Règlement des litiges et langues	24
17 – Clauses complémentaires	25
<u>17.1 – Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail – Protection de l’environnement</u>	25
<u>17.2 – Changement de dénomination sociale du titulaire</u>	26
<u>17.3 – Changements affectant le titulaire</u>	26
<u>17.4 – Changement de contractant en cours d’exécution du présent contrat</u>	26
<u>17.5 – Défaillance du titulaire</u>	26
<u>17.6 – Clause de séparatisme</u>	26
18 – Clauses de réexamen	27
<u>18.1 – Evolution des prestations</u>	27
<u>18.2 – Modification de la clause de variation des prix</u>	27
<u>18.3 – Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles</u>	27
<u>18.4 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles</u>	28
19 – Dérogations	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

établi en application du Code de la commande publique

1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les :

Prestations de lutte contre les nuisibles

Le titulaire assurera la dératisation et la désinsectisation en respectant la réglementation communautaire, nationale et locale.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1, du lot 2 et du lot 3.

Lieux d'exécution :

Lot 1 :

Les bâtiments de l'Université de Strasbourg à l'exception de ceux inclus dans le lot 2, qui peuvent être consultés sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

Lot 2 :

SILABE

CHEMIN DU FORT FOCH,
67207 NIEDERHAUSBERGEN

Et

IGBMC

1 Rue Laurent Fries,
67400 Illkirch-Graffenstaden

Lot 3 :

Les bâtiments de l'Université de Strasbourg, y compris le SILABE et l'IGBMC, qui peuvent être consultés sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

1.2 – Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
LOT 1	Suivi préventif et traitement curatif des bâtiments de l'Université de Strasbourg
LOT 2	Suivi préventif et traitement curatif de la plateforme SILABE et de l'IGBMC
LOT 3	Elimination des nids de frelons et de guêpes

1.3 – Type de marché

Pour le lot 1:

Il s'agit d'un accord-cadre de forme composite qui inclut :

- **Un marché ordinaire, caractérisé par son prix global et forfaitaire, relatif aux prestations de traitements préventifs.**
- **Un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum relatif aux traitements curatifs ponctuels ainsi qu'à la fourniture et l'installation de destructeurs d'insectes.**

L'accord-cadre est passé en application des articles L 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Les montants maximums pour chacune des périodes sont pour le lot 1 sont fixés comme suit :

	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	TOTAL
Prestations à bons de commande du lot 1	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €

Pour le lot 2 :

Il s'agit d'un accord-cadre de forme composite qui inclut :

- **Un marché ordinaire, caractérisé par son prix global et forfaitaire, relatif aux prestations de traitements préventifs.**
- **Un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum relatif aux traitements curatifs ponctuels ainsi qu'à la fourniture et l'installation de destructeurs d'insectes.**

L'accord-cadre est passé en application des articles L 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Les montants maximums pour chacune des périodes sont pour le lot 2 sont fixés comme suit :

	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	TOTAL
Prestations à bons de commande du lot 2	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	140 000 €

Pour le lot 3 :

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum relatif aux traitements des frelons et des guêpes et des nids ou ruches.

L'accord-cadre est passé en application des articles L 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Les montants maximums pour chacune des périodes sont pour le lot 3 sont fixés comme suit :

	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	TOTAL
Prestations à bons de commande du lot 1	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	40 000 €

1.4 Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront transmis au titulaire après production d'un devis établi par le titulaire sur la base des tarifs affichés sur le bordereau des prix unitaires dudit lot.

En cas d'urgence, l'acceptation écrite du devis du titulaire vaut engagement du pouvoir adjudicateur, qui émettra le bon de commande correspondant par la suite.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du contrat ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des fournitures à livrer et/ou des prestations à réaliser ;
- le cas échéant, la quantité des fournitures à livrer ;
- les prix unitaires hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le montant du bon de commande faisant apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégataires pourront être honorés par le ou les titulaires.

Chacun des lots est attribué à un seul opérateur économique.

1.5 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 – Pièces contractuelles

Pour les lots 1, 2 et 3, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) dudit lot et ses éventuelles annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Récapitulatif du déroulement des prestations
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire comprenant, pour ledit lot :
 - Le Cadre de Réponse financier (CRF) pour chacun des lots – *le CRF comprend la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et/ou le bordereau des prix unitaires (BPU) ;*
 - Le Cadre de réponse technique (CRT) pour chacun des lots ;
 - Les fiches de sécurité des pièges et produits envisagés pour chaque lot ;
 - Un mémoire technique pour chaque lot, le cas échéant ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Seuls les exemplaires originaux conservés par l'université font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire du marché ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf exigences de la réglementation en vigueur et plus particulièrement du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur a une obligation de confidentialité sur les informations financières et commerciales du titulaire. Le pouvoir adjudicateur doit faire preuve de discrétion professionnelle.

4 – Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 – Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 – Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 – Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire fournira la liste des prestataires auxquels il fait appel en précisant le pays du siège social de chacun, ainsi que le pays d'hébergement des solutions techniques (serveurs, applications, etc.). Il indiquera également si des clauses de sous-traitance conformes à l'article 28 du RGPD ont été signées avec ces prestataires.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 – Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.2.3 – Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@unistra.fr.

4.2.4 – Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à cert-osiris@unistra.fr et dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 – Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 – Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 – Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruit, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 – Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 – Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

– une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l’efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 – Documentation

Le titulaire met à la disposition de l’acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d’audits, y compris des inspections, par l’acheteur ou un autre auditeur qu’il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 – Obligations de l’acheteur

L’acheteur s’engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l’article « Description du traitement de données à caractère personnel »,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 – Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l’article 13 du CCAP s’appliquent.

5 – Durée et délais d’exécution

5.1 – Durée du marché

Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu’après notification au titulaire.

Pour chacun des lots, et sous réserve d’une notification en temps utile, le marché est conclu pour une période initiale d’un (1) an, qui s’étend du 1^{er} avril 2026 au 31 mars 2027. (En cas de notification postérieure au 1^{er} avril 2026, le marché débutera à compter de la date de notification effective jusqu’au 31 mars 2027).

Concernant le lot 2, et s’agissant des sites relevant de l’IGBMC uniquement, le début d’exécution est reporté au 1^{er} juillet 2026.

Il est ensuite reconductible trois (3) fois par périodes successives d’un (1) an, soit :

- Du 1^{er} avril 2027 au 31 mars 2028 ;
- Du 1^{er} avril 2028 au 31 mars 2029 ;
- Du 1^{er} avril 2029 au 31 mars 2030.

Sous réserve de sa reconduction, le contrat aura donc une durée maximale de quatre ans et prendra fin au plus tard le 31 mars 2030.

Conformément à l’article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s’y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n’est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

5.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont rappelés au sein de l'annexe 1 Récapitulatif du déroulement des prestations.

- Prestations de dératisation et de désinsectisation (lot 1 et lot 2)

Luttes préventives :

Le titulaire doit définir un calendrier prévisionnel annuel des interventions en commun avec le SPSE, précisant les dates de passage du technicien. En respectant les fréquences prévues par la DPGF du lot 1, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur de sa venue **au moins 5 jours ouvrés à l'avance** pour les interventions préventives programmées.

L'ensemble des fiches d'intervention est remis au pouvoir adjudicateur **au plus tard 5 jours ouvrés** après la réalisation de la prestation.

Luttes curatives :

Le titulaire doit effectuer une visite-diagnostic du site dans un délai maximal de 48 h ouvrées à compter du signalement par le pouvoir adjudicateur. À l'issue de cette visite, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur un plan de traitement détaillé (zones à traiter, nombre de pièges, nombre et fréquence des contrôles, etc.) accompagné le cas échéant du devis dans un délai maximal de 48 h ouvrées.

Le prestataire interviendra dans un délai de **2 jours ouvrés maximum** après retour du devis validé par le pouvoir adjudicateur. Si ce délai est dépassé, des pénalités de retard s'appliqueront conformément aux dispositions de l'article 13 du présent C.C.A.P.

- Délai de fourniture et d'installation de nouveaux destructeurs d'insectes : lot 1 et 2

Pour l'installation de nouveaux destructeurs, le titulaire interviendra dans un délai de **5 jours ouvrés maximum** après retour du devis validé par le pouvoir adjudicateur.

Si ce délai est dépassé, des pénalités de retard s'appliqueront conformément aux dispositions de l'article 13 du présent C.C.A.P.

- Délai relatif aux petits travaux de sécurisation : lot 1 et 2

Le titulaire doit effectuer une visite-diagnostic du site et remettre un devis dans un délai maximal de 10 jours ouvrés à compter du signalement par le pouvoir adjudicateur.

Le prestataire interviendra dans un délai de **20 jours ouvrés maximum** après retour du devis validé par le pouvoir adjudicateur. Si ce délai est dépassé, des pénalités de retard s'appliqueront conformément aux dispositions de l'article 13 du présent C.C.A.P.

- Délai d'intervention pour l'élimination des nids de frelons et des guêpes : lot 3

Le titulaire doit intervenir 48 h à compter du signalement par le pouvoir adjudicateur.

Si ce délai est dépassé, des pénalités de retard s'appliqueront conformément aux dispositions de l'article 13 du présent C.C.A.P.

5.2.4 Délais de garantie

Pour la dératisation curative (lot 1 et lot 2) :

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 45 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Lorsque la lutte curative est réalisée dans un espace extérieur non fermé (ex : parking, espace vert, etc.), la durée de garantie est réduite à 30 jours.

Pour la désinsectisation curative (lot 1 et lot 2) :

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 90 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Lorsque la lutte curative est réalisée dans un espace extérieur non fermé (ex : parking, espace vert, etc.), la durée de garantie est réduite à 30 jours.

Pour la fourniture des désinsectiseurs électriques (DEIV) (lot 1 et lot 2) :

les équipements acquis feront l'objet d'une garantie de 2 ans à compter de la date de notification de la décision d'admission. Le cas échéant, cette durée est étendue à la durée indiquée par le titulaire dans son BPU.

Pour les prestations complémentaires de sécurisation (lot 1 et lot 2) :

Les travaux de rebouchage sont garantis pendant au minimum 3 ans ; les installations en plastique sont garanties pendant au minimum 2 ans, et les installations en métal sont garanties pendant au minimum 5 ans.

En cas de détérioration (hors vandalisme) ou de perte d'étanchéité durant la période de garantie, le titulaire est tenu de procéder aux réparations ou au remplacement sans coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

Pour l'élimination de nids de frelons et de guêpes (lot 3) :

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 30 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

6 – Prix

6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Pour les prestations forfaitaires :

Les prestations présentant un caractère préventif sont réglées par application d'un **prix global et forfaitaire** annuel. Le prix global et forfaitaire annuel se décompose conformément aux indications de la **DPGF** du lot 1 et de la **DPGF** du lot 2.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils comprennent également tous les frais et taxes douanières.

Pour les prestations à bons de commande :

- Pour le lot 1 : Les prestations, fixés en prix unitaire en euros H.T. sur le bordereau de prix unitaire pour le lot 1 sont réglées par application des **prix unitaires** aux quantités réellement livrées ou prestations exécutées selon le **bordereau des prix unitaires (B.P.U)**.
- Pour le lot 2 : Les prestations, fixés en prix unitaire en euros H.T. sur le bordereau de prix unitaire pour le lot 1 sont réglées par application des **prix unitaires** aux quantités réellement livrées ou prestations exécutées selon le **bordereau des prix unitaires (B.P.U)**.

- Pour le lot 3 : les prestations d'élimination sont réglées par application des **prix unitaires** aux quantités réellement livrées ou prestations exécutées selon le **bordereau des prix unitaires (B.P.U.)**.

Les prix unitaires seront fixés en euros H.T et en T.T.C sur le bordereau des prix unitaires.

Les prix, fixés en euros H.T. sur les bordereaux des prix unitaires des lots 1, 2 et 3 sont appliqués aux quantités réellement exécutées et acceptées et, conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix unitaires sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de personnel et de matériels et produits utilisés ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 – Modalités de variation des prix

Pour les prestations forfaitaires et les prestations à bons de commande :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont invariables durant la première année du marché. Ils sont ensuite révisables **annuellement**, à l'initiative du titulaire, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o * I_n / I_o$$

Dans laquelle :

- P_n = prix nouveau
- P_o = prix original du mois M0
- I_n = dernière valeur publiée de l'indice INSEE
- I_o = indice INSEE à la date limite de retour des offres (mois zéro)

Indice de révision :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A21 MZ – Services professionnels, scientifiques et techniques Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766511

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766511>

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice publiée à la date à laquelle le titulaire transmet ses prix révisés. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

La révision est applicable pour chaque nouvelle période annuelle du marché, à sa date d'anniversaire.

Les prix ainsi révisés restent invariables pendant la nouvelle période annuelle.

Pour les prestations objet de bons de commande, les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Les révisions de prix font l'objet d'une validation préalable du pouvoir adjudicateur.

À cet effet, le titulaire du marché s'engage à faire parvenir ses prix révisés (le CRF dudit lot révisé) par courrier électronique au département des achats et marchés de l'université (dam@unistra.fr).

La transmission s'effectue sous la forme de fichiers de type Excel avec un préavis minimum de 2 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. (soit au plus tard le 31 janvier qui précède la nouvelle période de marché).

La seule transmission des prix révisés à l'administration n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par l'université. Sous réserve du respect des modalités de révision de prix, les nouveaux prix entreront en vigueur à la date d'anniversaire de la nouvelle période annuelle du marché.

7 – Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG – Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS).

8.1 – Conditions de versement et de remboursement

Pour la partie forfaitaire :

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables aux titulaires de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Pour la partie à bon de commande :

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 10 000 €. HT, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 – Modalités de règlement des comptes

9.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 – Présentation des demandes de paiement

Pour les prestations forfaitaires : Traitements préventifs des bâtiments de l'Université de Strasbourg (lot 1) et de la plateforme SILABE et de l'IGBMC (lot 2)

La facturation interviendra annuellement, à terme à échoir à la date d'anniversaire du marché.

Pour les prestations à bons de commande : traitements curatifs ponctuels (lot 1 et lot 2), fourniture et l'installation de destructeurs d'insectes (lot 1 et 2), exécution de petits travaux de sécurisation (lot 1 et lot 2) et élimination des nids de guêpes et des frelons (lot 3).

Le règlement sera effectué à compter de l'admission de la prestation.

Pour les prestations forfaitaires de l'IGBMC dans le cadre du lot 2 : La facturation de la première période sera proratisée selon la durée réellement exécutée (à partir du début de l'exécution prévu au 1^{er} juillet 2026).

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'université (130 005 457 00010) est nécessaire, ainsi que le numéro du/des bon(s) de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) à l'origine de la commande.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application de articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies au niveau du C.C.T.P.

Pour chacun des lots, un plan de prévention global pour l'Université de Strasbourg sera impérativement établi avant le début des prestations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire comme le stipule l'article 7 du C.C.T.P.

Adresses d'exécution :

Lot 1 :

Les bâtiments de l'Université de Strasbourg à l'exception de ceux inclus dans le lot 2, qui peuvent être consultés sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

Lot 2 :

Plateforme SILABE
CHEMIN DU FORT FOCH
67207 NIEDERHAUSBERGEN

Et

IGBMC
1 Rue Laurent Fries,
67400 Illkirch-Graffenstaden

Lot 3 :

Les bâtiments de l'Université de Strasbourg, y compris la plateforme SILABE et de l'IGBMC, qui peuvent être consultés sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

Fiche d'intervention :

Le technicien intervenant fera valider sa fiche d'intervention à l'issue de sa visite par un responsable du bâtiment ou par le SPSE le cas échéant.

Les rapports et fiches d'intervention peuvent être mis à disposition via un site internet comme par exemple un « espace client ». Le cas échéant, le titulaire doit envoyer une notification de mise à disposition de ce

Les rapports et les fiches mis à disposition doivent être conservés et accessibles durant la totalité de la durée du marché, et pendant au minimum 1 an à compter de l'échéance du présent marché.

Conditions de moyens et de résultats :

- S'agissant de la lutte préventive (dératisation et désinsectisation), le titulaire est tenu par une obligation de moyens, ainsi, ce dernier doit respecter l'ensemble des moyens et modalités du cahier des charges (CCTP) et de son offre.
- S'agissant de la lutte curative (dératisation et désinsectisation), le titulaire est tenu par une obligation de résultat.
- S'agissant de la fourniture, l'installation et la maintenance des destructeurs d'insectes, le titulaire est tenu par une obligation de résultat.
- S'agissant de l'exécution des petits travaux de sécurisation, le titulaire est tenu par une obligation de résultat.
- S'agissant de l'élimination des nids de guêpes et des frelons, le titulaire est tenu par une obligation de résultat.

Conditions d'utilisation des produits :

Le candidat veillera à respecter les décisions de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) concernant l'utilisation des produits biocides.

11 – Constatation de l'exécution des prestations

11.1 – Vérifications

Pour tous les lots :

Les vérifications qualitatives et quantitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison ou à l'issue de l'intervention (examen sommaire) conformément aux articles 32 et 33.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai de 2 semaines à compter de la date d'intervention ou de livraison.

11.2 – Décision après vérification

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet avant ou à l'issue de la période de vérification.

Le silence ne vaut pas décision d'admission.

Conformément à l'article 34.4 du CCAG FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent pas être admises en l'état, il prononce le rejet partiel ou total.

Ainsi, en cas de non-conformité des livrables aux attentes définies dans le cahier des charges, la prestation devra être refaite par le titulaire du marché sans surcoût.

12 – Garantie des prestations

12.1 – Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L.1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L.1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

12.2 – Garanties contractuelles

Pour les traitements curatifs de dératisation :

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 45 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Lorsque la lutte curative est réalisée dans un espace extérieur non fermé (ex : parking, espace vert, etc.), la durée de garantie est réduite à 30 jours.

Pour les traitements curatifs de désinsectisation :

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 90 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Lorsque la lutte curative est réalisée dans un espace extérieur non fermé (ex : parking, espace vert, etc.), la durée de garantie est réduite à 30 jours.

Pour les traitements curatifs des nids de guêpes ou de frelons :

À compter du lendemain du jour de la fin de l'intervention curative, une période de 30 jours calendaires constitue la période de garantie des prestations curatives. Durant cette période, le titulaire doit intervenir à nouveau, autant de fois que nécessaire et sans coût supplémentaire en cas de constatation de présence de nuisibles jusqu'à l'éradication complète des nuisibles cibles.

Pour l'acquisition de nouveaux destructeurs d'insectes : les équipements acquis feront l'objet d'une garantie de 2 ans à compter de la date de notification de la décision d'admission. Le cas échéant, cette durée est étendue à la durée indiquée par le titulaire dans son BPU.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des équipements qui seraient reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du marché.

Pour les prestations complémentaires de sécurisation :

Les travaux de rebouchage sont garantis pendant au minimum 3 ans ; les installations en plastique sont garanties pendant au minimum 2 ans, et les installations en métal sont garantis pendant au minimum 5 ans.

En cas de détérioration (hors vandalisme) ou de perte d'étanchéité durant la période de garantie, le titulaire est tenu de procéder aux réparations ou au remplacement sans coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais tout ou partie des équipements qui seraient reconnus défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur. Toutefois, en cas de contestation sur ce dernier point, la preuve de ces faits devra être apportée par le titulaire du marché.

13 – Pénalités

Les pénalités ci-après sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'en est jamais exonéré, quel qu'en soit leur montant total pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-après.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer **des pénalités de retard**, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations (notamment les raisons ou justifications du retard) dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

13. 1 – Pour l'ensemble des prestations forfaitaires (lot 1 et lot 2)

Pénalité pour retard de confirmation d'intervention sur site (lot 1 et lot 2)

Si le titulaire n'informe pas le pouvoir adjudicateur au moins 5 jours ouvrés avant son intervention, le titulaire encourt une pénalité de 25 € par manquement constaté (soit 25 €/passage/site).

Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations préventives (lot 1 et lot 2)

Lorsque les passages préventifs n'ont pas été réalisés conformément au planning prévisionnel. À compter du lendemain du jour où le délai de tolérance est expiré, le titulaire encourt :

- Une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard ;
- Cette pénalité est augmentée à 100 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 5 jours ouvrés ;
- Et cette pénalité est augmentée à 500 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 10 jours ouvrés.

*Exemple : Un passage est planifié au mercredi 03 juin 2026, le titulaire peut intervenir jusqu'au mercredi 10 juin 2026 au plus tard (délai de tolérance). À défaut d'intervention dans ce délai, la pénalité est appliquée à partir du jeudi 11 juin 2026. Si le titulaire intervient le lundi 22 juin 2026, la pénalité applicable sera de : $50 \text{ €} * 5 + 100 \text{ €} * 2 = 450 \text{ €}$.*

13.2 – Pour l'ensemble des prestations à bons de commande (lot 1, lot 2 et lot 3)

Pénalités pour retard d'exécution des prestations curatives (lot 1 et lot 2)

S'agissant des prestations curatives de dératisation et de désinsectisation, lorsque le titulaire n'a pas effectué la visite-diagnostic dans le délai imparti, ou n'a pas remis le plan de traitement et le devis dans le délai imparti, ou n'a pas débuté la prestation curative suite à la confirmation de la commande dans le délai imparti, ou n'a pas exécuté les passages selon le plan de traitement dans le délai imparti, le titulaire encourt :

- Une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard ;
- Cette pénalité est augmentée à 200 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 5 jours ouvrés ;
- Et cette pénalité est augmentée à 1000 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 10 jours ouvrés

NB : Si des retards sont constatés lors de plusieurs étapes, les différents retards sont cumulables entre-eux.

Pénalités pour retard de fourniture de DEIV (lot 1 et lot 2)

S'agissant des prestations de fourniture et d'installation de désinsectiseurs électriques, lorsque le titulaire n'a pas exécuté l'installation et la mise en service des équipements acquis dans le délai imparti, le titulaire encourt de 10 € par jour de retard (soit 10 €/DEIV/jour de retard).

Pénalités pour retard de d'exécution des travaux de sécurisation (lot 1 et lot 2)

S'agissant des prestations d'exécution des travaux de sécurisation, lorsque le titulaire n'a pas effectué la visite de site dans le délai imparti, ou n'a pas remis le devis dans le délai imparti, ou n'a pas exécuté les travaux dans le délai imparti, le titulaire encourt :

- Une pénalité de 25 € par jour ouvré de retard ;
- Cette pénalité est augmentée à 50 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 5 jours ouvrés ;
- Et cette pénalité est augmentée à 100 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 10 jours ouvrés.

NB : Si des retards sont constatés lors de plusieurs étapes, les différents retards sont cumulables entre-eux.

Pénalités pour retard de d'exécuter d'élimination de nids de guêpes et de frelons (lot 3)

S'agissant des prestations d'exécution des prestations d'élimination des nids, lorsque le titulaire n'a pas effectué la visite-devis dans le délai imparti, ou n'a pas procédé au retrait des nids et l'élimination des nuisibles le cas échéant dans le délai imparti, le titulaire encourt :

- Une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard ;
- Cette pénalité est augmentée à 100 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 5 jours ouvrés ;
- Et cette pénalité est augmentée à 200 € par jour ouvré de retard quand le retard cumulé dépasse 10 jours ouvrés.

NB : Si des retards sont constatés lors de plusieurs étapes, les différents retards sont cumulables entre-eux.

13.3 – Pour l'ensemble des prestations (forfaitaires et à bons de commande) et pour l'ensemble des lots (lot 1, lot 2 et lot 3)

Pénalités pour retard de transmission des rapports d'interventions (lot 1, lot 2 et lot 3)

Si le titulaire ne transmet pas le pouvoir adjudicateur le rapport d'intervention au plus tard 5 jours ouvrés après son intervention sur site, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour de retard (soit 50 €/passage/jour de retard). Toute journée commencée est due.

13.4 – Pénalité pour travail dissimulé (lot 1, lot 2 et lot 3)

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.4 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (lot 1, lot 2 et lot 3)

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €, par manquement constaté. À noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

13.5 – Plafonnement des pénalités (lot 1, lot 2 et lot 3)

Par dérogation au CCAG, le montant cumulé des pénalités est plafonné, pour chaque bon de commande, à 30 % du montant du bon de commande.

Le montant des pénalités forfaitaires est plafonné à 30 % du montant annuel de la DPGF du lot correspondant.

Par dérogation au 14.1.3 CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

14 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- Le nom de la compagnie ;
- Les risques couverts ;
- La date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- Le numéro des polices ;
- Les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15 – Résiliation du contrat

15.1 – Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et il est précisé que l'acheteur pourra faire application d'une exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Considérant les risques liés à l'hygiène, l'ensemble des prestations du présent marché sont réputées ne pouvant souffrir d'aucun retard.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

15.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Le cas échéant, les parties conviennent de saisir l'organe chargé des procédures de médiation désigné ci-après, avant toute procédure judiciaire, sauf conservatoire.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr. Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nancy

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 65. Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr. Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Par exception toutefois et sous réserve qu'elle n'existe pas en langue française, les fiches techniques et fiches de données sécurité pourront être fournies en anglais, et ce conformément aux dispositions du CCTP.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

17 – Clauses complémentaires

17.1 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

17.2 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

17.3 – Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

17.4 – Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le département achats et marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

17.5 – Défaillance du titulaire

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du contrat (problème de qualité des produits, problème d'approvisionnement, non remplacement de produits...), cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement de l'administration, la personne publique est autorisée à faire exécuter les prestations par un tiers. Dans ce cas, l'augmentation éventuelle des dépenses est à la charge du titulaire.

17.6 – Clause de séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquels il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourra être envisagée si le manquement venait à persister.

18 – Clauses de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les modifications suivantes pourront être apportées au marché en cours d'exécution.

18.1 – Evolution des prestations

Les prestations objet du marché sont susceptibles d'évoluer pendant la durée du contrat.

En effet, le nombre de sites concernés par la partie forfaitaire, les fréquences et les nombres de postes définis par DPGF sont susceptibles d'évoluer, à la hausse ou à la baisse en cours de contrat.

Par ailleurs, des prestations non prévues initialement pourront être intégrées au marché, à la demande de l'administration.

Dans tous les cas et conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, les modifications et évolutions apportées ne peuvent changer la nature globale du marché.

Un avenant au marché sera ainsi établi.

Le titulaire est toutefois tenu par les prix du marché.

Lorsque le prix n'est pas défini dans les documents du marché, tout avenant financier à la hausse sera conclu sur la base du prix moyen contractuel et ne pourra pas engendrer une hausse significative du prix à l'heure applicable pour la prestation concernée.

Dans tous les cas, le titulaire devra, à la demande de l'université, apporter les preuves objectives des prix qu'il propose en communiquant ses motifs économiques, en comparaison notamment de prestations identiques, similaires ou équivalentes, réalisées pour d'autres clients et/ou par d'autres prestataires.

18.2 – Modification de la clause de variation des prix

En cas de disparition, en cours de contrat, d'un indice ou index composant la formule de révision des prix mentionnée à l'article 6.2 du présent CCAP, la série arrêtée sera remplacée par la nouvelle série préconisée par l'INSEE et/ou la DARES et selon les modalités de raccordement qui y sont définies.

À défaut de série de remplacement, la formule de révision sera redéfinie d'un commun accord avec l'université et ne pourra entraîner un bouleversement majeur de l'économie du marché.

Un avenant au marché sera ainsi établi.

18.3 – Clause de réexamen pour circonstances imprévisibles

En complément des articles 24 et 25 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent : en cas de circonstances imprévisibles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- De suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché ;
- De modifier les modalités d'exécution des prestations du marché ;
- D'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent :

En cas d'annulation d'un bon de commande voire de résiliation du marché du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

18.4 – Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La transmission de cette demande s'effectue par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, au Département des Achats et des Marchés de l'Université (dam@unistra.fr).

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Dans l'avenant conclu sur le fondement du présent article, le pouvoir adjudicateur sera libre de déterminer ou non, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire détermineraient le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excédait le montant des pertes, le titulaire serait alors redevable de la différence. Le montant correspondant serait alors récupéré par l'acheteur/le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement

19 – Dérogations

- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.5 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.6 du CCAP déroge à l'article 40.1 du CCAG – Fournitures Courantes et Services